



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité Départementale Aube – Haute-Marne**

TROYES, le 6 décembre 2024

Nos réf. : SAU/KP/MT n° 24-608

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PETITJEAN**

52 Avenue du Maréchal Leclerc  
10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS

Code AIOT : 0005702070

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 octobre 2024 dans l'établissement PETITJEAN implanté 52 Avenue du Maréchal Leclerc 10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS. L'inspection a été annoncée le 1<sup>er</sup> septembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'exploitant a transmis un porter-à-connaissance à Madame la Préfète. Le dossier reçu le 15 juillet 2021 a fait l'objet de plusieurs demande de compléments. La visite d'inspection avait pour objectif d'appréhender au mieux les nouveaux équipements, sujets du porter à connaissance, vis-à-vis de l'encadrement et des enjeux actuels du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PETITJEAN
- 52 Avenue du Maréchal Leclerc - 10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PETITJEAN est spécialisée dans la production de poteaux et de mâts en acier destinés à l'éclairage des routes, des villes, des stades, des aéroports et des parking (mâts à couronne fixe ou mobile) et au transport de l'énergie électrique (lignes haute tension).

Les installations sont autorisées depuis le 17 octobre 1997 et l'exploitant dispose de l'arrêté préfectoral d'autorisation consolidé du 8 février 2018.

## **Thèmes de l'inspection :**

- IED-MTD

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Gestion des poussières diffuses	Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 3.1.2	Prescriptions complémentaires	/
5	Cheminée de l'émériseuse	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 6.2	Demande d'action corrective	6 mois
6	Conduits de rejets	Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 3.2.2.1	Sans suite	/
7	Gardiennage et contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article Article 8.3.1.2.	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Remise de l'étude de dangers et du plan d'opérations internes	AP de Mise en Demeure du 09/10/2019, article 1	Sans objet
2	Rétention des eaux incendie	AP de Mise en Demeure du 09/10/2019, article 1	Sans objet
3	Garanties financières	AP de Mise en Demeure du 28/10/2022, article 1	Levée de mise en demeure

### **2-3) Ce qu'il faut retenir**

Cette visite d'inspection permet de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 octobre 2022 relatif à l'obligation de garanties financières. En effet, au regard de l'évolution de la réglementation, le site n'est plus soumis à cette obligation. Aussi, il est proposé à Monsieur le Préfet de modifier l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé afin de retirer l'obligation de garanties financières.

De plus l'exploitant a fourni plusieurs éléments de réponses à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09 octobre 2019. Ces éléments nécessitent d'être instruits par l'inspection des installations classées.

La visite d'inspection réalisée donne lieu à deux non-conformités. La première concerne la sécurisation du site et la deuxième est relative à la hauteur d'un point de rejet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Remise de l'étude de dangers et du plan d'opérations internes

<b>Référence réglementaire :</b> AP de mise en demeure du 09/10/2019, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, EDD
<b>Prescription contrôlée :</b> La Société AL BABTAIN FRANCE, dont le siège social est situé 52 Avenue du Maréchal Leclerc à SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS, ci-après dénommé l'exploitant, est mise en demeure pour son site exploité à la même adresse, de respecter : [...] <ul style="list-style-type: none"><li>• avant le 31 décembre 2019 l'article 8.6.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 sus-visé, [...]</li><li>• avant le 31 décembre 2019 l'article 11.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 sus-visé, [...]</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées l'étude de danger et le plan des opérations internes par courriel du 14/10/2024. Ces documents nécessitent d'être instruits par l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

### N° 2 : Rétention des eaux incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de mise en demeure du 09/10/2019, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Prescription contrôlée :</b> La Société AL BABTAIN FRANCE, dont le siège social est situé 52 Avenue du Maréchal Leclerc à SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS, ci-après dénommé l'exploitant, est mise en demeure pour son site exploité à la même adresse, de respecter : [...] <ul style="list-style-type: none"><li>• avant le 30 juin 2020 la première échéance fixée à l'article 11.3 l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 sus-visé, [...]</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant précise que le besoin de rétention des eaux d'incendie nécessite d'être étudié car ce dimensionnement prend en considération le bâtiment de galvanisation pour lequel le SDIS confirme ne pas intervenir sur la chaîne de traitement. Les arguments sont présentés dans l'étude de dangers et nécessitent d'être instruits par l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**N° 3 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de mise en demeure du 28/10/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, GARFI
<b>Prescription contrôlée :</b> La société AL BABTAIN FRANCE SAS, dont le siège social est situé 52, avenue du Maréchal Leclerc – CS 60010 – 10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS Cedex, est mise en demeure de respecter les dispositions du chapitre 1.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-001 du 8 février 2018 en transmettant à Madame la Préfète le justificatif de l'établissement de la constitution des garanties financières <b><u>sous 12 mois, à compter de la notification de cet arrêté.</u></b>
<b>Constats :</b> L'article 57 du décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 a modifié l'article R.516-1 du code de l'environnement et abroge l'obligation de l'exploitant à fournir des garanties financières au sens de la prescription susvisée. Aussi il apparaît que le chapitre 1.5 « Garanties Financières » de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisée apparaît obsolète au sens des activités de la société. Par conséquent l'inspection des installations classées proposera prochainement d'abroger ce chapitre de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement dans le cadre d'un arrêté préfectoral complémentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Observation :</b> Levée de mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 3.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).
<b>Constats :</b> Durant la visite, il a été constaté la présence d'un nouvel équipement, une émériseuse automatique, susceptible de générer des poussières. Cet équipement fait partie intégrante des modifications de process, portées à la connaissance de madame la préfète, dans son dossier du 15 juillet 2021. L'exploitant indique que la poussière de zinc (Zn) engendrée par ce nouveau process représente environ 3 tonnes par an, soit l'équivalent de 4 big-bags. Actuellement, ce déchet n'est pas valorisé car, au regard de la quantité produite, le mélange métaux/sable ne dispose pas d'un exutoire de valorisation. Lors de la visite, il a été constaté la présence de poussières tout autour du dépoussiéreur. L'exploitant indique que ce phénomène vient, d'une part, des filtres en carton du dépoussiéreur qui ont été abîmés, mais également d'autre part du pelletage manuel des bacs de récupération vers les big-bags. Les sacs de ces bacs ne permettent pas la manutention des poussières sans risquer la rupture du sac en lui-même. L'exploitant indique que plusieurs essais ont été réalisés pour éviter l'émission de poussières de zinc. Cependant l'exploitant précise que la poussière engendrée par le process se montre plus « agressive » et plus lourde que prévu lors de la conception initiale des filtres. Une maintenance préventive à une fréquence adaptée pourrait réduire le risque d'endommagement des filtres en carton. A défaut, l'exploitant devra revoir la conception des filtres afin d'obtenir une gestion efficace des poussières diffuses. Un arrêté préfectoral renforçant les prescriptions réglementaires à mettre en œuvre sera proposé prochainement à Monsieur le préfet de l'Aube.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suites

**N° 5 : Cheminée de l'émériseuse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 30/06/97, article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le point de rejet doit dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté la présence du système d'aspiration et de traitement des poussières de l'émériseuse. Cet équipement est accolé au bâtiment et dispose d'une filtration dont le rejet n'est pas canalisé en hauteur. Par conséquent, il est demandé à l'exploitant de mettre en place une action corrective sous 6 mois pour respecter cette exigence.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'actions corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois



**N° 6 : Conduits de rejets atmosphériques liés à la production**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 3.2.2.1					
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air					
<b>Prescription contrôlée :</b>					
<b>N° de conduit</b>	<b>Installations raccordées</b>	<b>Localisation</b>	<b>Débit nominal* (Nm³/h)</b>	<b>hauteur</b>	<b>Autres caractéristiques</b>
1	Chaîne de traitement de surface (bains de décapage, dégraissage, rinçage, dégalvanisation) + bain de fluxage	Bâtiment 3	60 000 Nm³/h	15 m	Traitement par laveur de gaz
2	Galvanisation (zingage)	Bâtiment 3	76 000 Nm³/h	18,5 m	Dépoussiéreur (filtre 'Luhr')
3	Four de polymérisation et de séchage	Bâtiment 6	1 500 Nm³/h	14 m	<i>aucun</i>
4	Grenailleuse	Bâtiment 6	15 000 Nm³/h	5 m	cartouches filtrantes
5	Application de peinture (liquide)	Bâtiment 5	12 000 Nm³/h	9 m	Filtres en fibres de verre
6	Poste d'oxycoupage	Bâtiment 4	16 000 Nm³/h	12 m	dépoussiéreur
<b>Constats :</b> Durant la visite, l'inspection des installations classées a constaté, par sondage, la présence des conduits 4, 5 et 6. De plus l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées la présence de 3 conduits ne figurant pas dans ce tableau et pour lesquels deux porter-à-connaissance sont en cours d'instruction. Il s'agit des conduits des équipements présentés dans les porter-à-connaissance du 15 juillet 2021 et 13 novembre 2024. En considérant la numérotation des conduits liés aux installations de combustion, l'émériseuse automatique et le robot de soudure porteront respectivement les numéros 16 et 17. De plus l'exploitant a porté à la connaissance de Monsieur le préfet la présence d'un équipement prototype, conduit n° 18. Un arrêté préfectoral renforçant les prescriptions réglementaires à mettre en œuvre sera proposé prochainement à Monsieur le préfet de l'Aube.					
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites					

**N° 7 : Gardiennage et contrôle des accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 8.3.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Sûreté
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. [...]
<b>Constats :</b> Les constats détaillés en partie confidentielle nécessitent des actions correctives dans les plus brefs délais.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'actions corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours